



**CSE 29.01.2026 :
Budget et Feuille de route 2026 pour France Travail !**

Monsieur le Président,

En ce début d'année, nous ne pouvons que dénoncer les vœux de notre Directeur Général qui nous indique qu'en 2026, il ne sera pas demandé aux agent.es de France Travail « *de faire plus mais de faire mieux* ». **Mensonge, au vu de la présentation du budget et de la feuille de route 2026 au conseil d'administration le 18.12.2025, nous ne pourrons pas faire mieux, et il nous sera imposé de faire plus.**

Monsieur le président, les élu·es CGT de France Travail Hauts de France ouvrent ce CSE en réaffirmant que la mission première de notre établissement doit être d'assurer un véritable Service Public de l'Emploi, accessible et de qualité pour toutes et tous, et **non de s'adapter à une austérité budgétaire décidée par le gouvernement**.

En effet, le budget 2026 acte **la suppression de 1 038 postes à France Travail**, dont 515 emplois sous plafond décidés par amendement gouvernemental au projet de loi de finances, alors même que la loi pour le plein emploi élargit nos missions et augmente les obligations imposées aux usager.es. **L'Etat trahit donc ses engagements financiers, pourtant garantis par la Convention Tripartite 2024 2027.** Dans le même temps, l'État retire 390 millions d'euros de moyens en 2026, après déjà plus de 770 millions d'euros de coupes sur la période 2023 2025, soit plus de 1,16 milliard d'euros en quatre ans. **Le gouvernement réduit ainsi drastiquement les moyens pour assurer nos missions de Service Public.**

Pour la CGT France Travail Hauts-de-France, **les choix du gouvernement confirment que la priorité n'est pas l'amélioration de l'accompagnement des privé·es d'emploi mais la réduction de la dépense publique**, au mépris des besoins sociaux de nos territoires, tout en nous contraignant d'atteindre nos indicateurs stratégiques. Dans notre région Hauts de France, ces suppressions de postes et ces baisses de crédits se traduiront concrètement par une dégradation des services rendus, une baisse des aides et des formations diminuées par ces contraintes budgétaires, mais aussi par une dégradation croissante de nos missions et de nos conditions de travail. Les équipes déjà en sous effectifs verront leur charge de travail encore intensifiée, avec des portefeuilles plus lourds, des objectifs chiffrés renforcés et une pression managériale accrue, au détriment de la qualité de la relation aux usager.es et de la santé des collègues.

La feuille de route 2026 présentée par la Direction générale n'est pas un projet d'amélioration du Service Public, mais la mise en conformité de ce budget d'austérité, tout en augmentant les objectifs que ce soit en termes d'accompagnement intensif, de prospection, de recouvrement des trop percus et du nombre de contrôle de recherche d'emploi. Sous couvert d'efficience et de performance, elle organise le tri des publics, la montée en puissance de l'accompagnement dit intensif sans moyens humains supplémentaires, l'extension du contrôle et des sanctions et le recours encore massif à la sous-traitance et aux prestations privées, **tout en misant que le recours massif à l'intelligence Artificielle vienne combler ce manque de moyens.**

Cette logique de rentabilité et de ROI retour sur investissement place les agent.es de France Travail dans une contradiction permanente entre exigences chiffrées et sens du travail bien fait. Malgré le discours du DG demandant à sa ligne managériale, portée par la DR, de stopper cette pression, c'est bien la DG qui instrumentalise ! **Les élu·es CGT refusent que les agent·es de France Travail deviennent le bras armé d'une politique qui fragilise les plus précaires, renforce la pression sur les privé.es d'emploi et dégrade nos conditions de travail.**

Nous dénonçons la dégradation de nos missions, la volonté de faire toujours plus avec moins de personnel, alors que les besoins dans les Hauts de France restent énormes en matière d'emploi, de formation et d'accompagnement des jeunes et des chômeurs de longue durée notamment.

En cohérence avec les votes de la CGT contre le budget 2026 et contre la feuille de route 2026 au Conseil d'administration, la CGT France Travail Hauts de France réaffirme ici son opposition à ce plan d'austérité et de casse du service public. Nous dénonçons ce budget d'austérité porté par le gouvernement et cette feuille de route pilotée par la Direction Générale.

A la CGT, nous portons des revendications claires contre les suppressions de postes, pour le renforcement de nos moyens pour rendre nos missions de Service Public et de protection sociale, afin de garantir le respect des droits des usage.ers et la sécurisation des conditions de travail des agent·es.

En conséquence, les élu·es CGT demandent que ce CSE soit saisi pleinement des impacts du budget 2026 et de la feuille de route 2026 sur l'organisation du travail, la santé, la sécurité et les conditions de travail dans l'ensemble de nos sites et services, surtout que cela est renforcé par une volonté de redéploiement des fonctions support.

Les élu·es CGT France Travail Hauts de France continueront à se tenir aux côtés des agent·es, à alerter sur les dangers de cette politique d'austérité et à construire, avec les salarié·es, les mobilisations nécessaires pour obtenir un Service Public de l'Emploi renforcé, au service des droits de toutes et tous et non des logiques comptables.

A Villeneuve d'Ascq, le jeudi 29 janvier 2026
Les élu.es et représentant CGT France Travail Hauts-de-France